

Que tout ce qui est conçu contribue au développement économique de Cuba

Que tout ce qui est conçu contribue au développement économique de Cuba

Oscar Figueredo / Alina Perera Oscar Figueredo

Le premier jour de la 7e session plénière du Comité central du Parti communiste de Cuba, qui s'est réunie ce vendredi au Palais de la Révolution, a consacré une partie de la journée à la question de savoir comment surmonter la situation économique défavorable à laquelle est confronté le pays. Dans l'après-midi, le membre du Bureau politique et Premier ministre de la République, Manuel Marrero Cruz, ainsi que le vice-Premier ministre et ministre de l'Économie et de la Planification, Alejandro Gil Fernández, ont prononcé leurs discours.

Image not found or type unknown

Estudios Revolución

Lors de la VIIe session plénière du Comité central du Parti communiste, qui s'est réunie ce vendredi au Palais de la Révolution, Alejandro Gil Fernández, vice-premier ministre et ministre de l'Économie et de la Planification, a présenté une évaluation de la performance de l'économie en 2023, dans laquelle, a-t-il dit, les niveaux prévus pour cette année ne seront pas atteints.

Gil Fernández, qui est également membre du Comité central du Parti, a déclaré que parmi les facteurs fondamentaux qui affectent ces résultats figurent l'intensification du blocus, la crise économique multidimensionnelle, la génération insuffisante de revenus en devises et les déséquilibres macroéconomiques de l'économie cubaine.

Il a ajouté qu'au cours de l'année, la production nationale a été affectée, tant pour la consommation intérieure que pour l'exportation, en raison du déficit en carburant et du manque d'intrants.

Dans cette situation complexe, a souligné Gil Fernández, les priorités fondamentales du pays comprennent le panier alimentaire familial standard, qui "malgré son instabilité, nous coûte 1,6 milliard de

dollars".

Les autres priorités de la nation sont la production d'électricité, la disponibilité de carburant, l'assainissement et d'autres produits vitaux. "Cette situation n'affecte pas seulement la population directement, mais aussi les performances de l'entreprise d'État socialiste.

En ce qui concerne la production d'électricité, il a déclaré que l'année devrait se terminer avec une production de 19 500 GW/h, soit 1 850 de plus que l'année précédente. "Avec ce résultat, l'impact sera réduit de 32 % par rapport à 2022.

Une autre question clé pour le parti et le gouvernement est la lutte contre l'inflation, a-t-il déclaré. À la fin de l'année, la croissance devrait se situer autour de 30 %, avec un ralentissement de la dynamique de croissance des prix.

Gil Fernández a averti que ce ralentissement n'est pas ressenti de la même manière dans tous les secteurs, puisque ce chiffre est plus élevé dans les secteurs non étatiques et agricoles.

Parmi les causes de cet indicateur figurent l'augmentation des prix internationaux, le déficit de main-d'œuvre dans les campagnes et les faibles rendements agricoles, le déficit budgétaire, la contraction de l'offre dans le secteur public, la spéculation et l'augmentation des prix, ainsi que l'inefficacité des mesures visant à les contenir.

Il a ajouté qu'en dépit de ce scénario défavorable, les principaux indicateurs du système de gestion des entreprises publiques se redressent progressivement. "Le nombre d'entreprises d'État déficitaires est en baisse", a-t-il déclaré.

15 NOUVELLES LIGNES DIRECTRICES PROPOSÉES

En ce qui concerne l'évaluation de la conformité avec les lignes directrices de la politique économique et sociale du Parti et de la Révolution et le plan national pour le développement économique et social à l'horizon 2030, il a été signalé qu'un groupe de travail a été formé pour les analyser, coordonné par le ministère de l'économie et de la planification, et composé d'agences responsables de leur mise en œuvre.

Cette analyse a permis de traiter plus de 68 000 propositions, parmi lesquelles sont nées 1 374 propositions standard.

Gil Fernández a indiqué que parmi les propositions les plus récurrentes qui sont ressorties des analyses dans les noyaux du Parti figurent celles relatives à la situation des pensions des retraités et des assistés, à la nécessité d'accorder une attention différenciée aux secteurs de la santé et de l'éducation, au fonctionnement des MPME, à la bureaucratie dans les procédures de logement, aux prix élevés, à l'application de la loi sur la souveraineté alimentaire dans les municipalités, au système de commercialisation des produits agroalimentaires et à la situation des transports en commun.

Ils ont également mis l'accent sur des questions telles que la construction de logements, la modernisation du système bancaire, les mesures et les stratégies visant à rétablir l'équilibre monétaire, la nécessité de renforcer le réseau d'approvisionnement du commerce public et la situation du système électrique national.

Le ministre de l'économie a déclaré que 1 076 des propositions ont été acceptées, 84 ont été partiellement acceptées, tandis que 214 ont été rejetées.

"Les propositions acceptées correspondent à des questions en cours de mise en œuvre. Dans le cas des propositions rejetées, il s'agit de propositions qui ne correspondent pas aux politiques, mesures ou actions approuvées, ou qui auraient un effet négatif sur l'économie nationale".

Plus tard, dans son rapport sur les propositions d'amendements, de suppressions et d'ajouts aux lignes directrices pour la période 2021-2026, il a précisé qu'il était proposé de modifier 36 lignes directrices, d'en ajouter 15 et d'en supprimer trois.

"Les lignes directrices qu'il est proposé de modifier intègrent de nouveaux éléments basés sur les priorités, les politiques et les mesures de mise en œuvre, ainsi que la mise à jour des termes, des règlements et des structures organisationnelles et fonctionnelles, entre autres critères.

Par ailleurs, les lignes directrices qu'il est proposé d'éliminer sont liées à l'octroi de pouvoirs à l'entreprise d'État socialiste (9), étant donné que leur contenu est exprimé dans la ligne directrice 8.

De même, la ligne directrice 35, qui traite du suivi de la mise en œuvre de l'Ordonnance Task, est supprimée, car elle n'a pas rempli tous ses objectifs. A sa place, il est proposé d'ajouter de nouvelles lignes directrices associées au Programme de Stabilisation Macroéconomique.

De même, il est proposé d'exclure la ligne directrice 71, relative au processus de décentralisation du plan d'investissement, en raison d'un changement dans sa conception.

Parmi les lignes directrices qu'il est proposé d'ajouter, celle qui stipule la promotion de l'insertion effective des formes non étatiques de gestion économique dans l'économie nationale et leur intégration aux entreprises d'État, en encourageant celles qui offrent des solutions au développement économique et social du pays, se distingue.

"Rappelons que le Congrès du Parti s'est tenu en avril et que les politiques pour les nouveaux acteurs ont été publiées en septembre ; il est donc nécessaire de mettre à jour cette question", a-t-il déclaré.

Il est également proposé que les nouveaux acteurs économiques non étatiques soient insérés dans l'économie de manière ordonnée, en maintenant le suivi, le contrôle et l'évaluation systématiques de ce processus et en donnant la priorité au contrôle fiscal.

Un autre élément nouveau qu'il est suggéré d'inclure dans le document est la conception de mécanismes financiers pour stimuler les exportations, la substitution des importations, l'investissement étranger et la coopération internationale dans les territoires.

Il est également proposé d'organiser des projets de développement local pour tirer parti des ressources endogènes et de leur correspondance avec les stratégies de développement municipal.

La ligne directrice mentionne la nécessité d'avancer dans la mise en œuvre d'un programme de stabilisation macroéconomique, qui établit un environnement monétaire, de taux de change, financier et fiscal pour promouvoir la reprise et la croissance de l'économie, la convertibilité et les fonctions de la monnaie nationale et la réduction de l'inflation.

Il s'agit également de faire progresser le processus effectif de dédollarisation de l'économie, de développer un marché des changes avec un taux de change stable et économiquement fondé, de réduire l'émission monétaire associée à l'activité fiscale et quasi fiscale, comme moyen fondamental de réduire les pressions inflationnistes, et d'arrêter la détérioration du pouvoir d'achat des salaires et des pensions.

Elle s'est également engagée à renforcer les relations entre la monnaie et le marché, afin que les "principales variables de prix ne soient pas fixées administrativement et reflètent les conditions de l'économie".

D'autres nouveautés concernent les processus de commerce extérieur, pour lesquels il est demandé d'améliorer les compétences du personnel impliqué. En outre, elles encouragent la compensation des importations par des exportations, de sorte que des intrants essentiels pour l'économie puissent être mis à disposition en échange de l'offre de certains biens et services à l'étranger.

Les nouvelles lignes directrices visent également à améliorer la préparation et l'efficacité des processus d'investissement à tous les stades, et à stimuler l'économie circulaire pour qu'elle contribue au développement économique et social.

Parallèlement, des progrès doivent être réalisés dans la mise en œuvre de la politique de prise en charge globale des enfants, des adolescents et des jeunes.

Il est également proposé d'intégrer une ligne directrice relative à l'importance pour l'industrie nationale d'assimiler les technologies de la quatrième révolution industrielle pour l'émergence de nouveaux secteurs industriels.

La solution réside dans le travail, et le travail bien fait.

"Nous devons prendre conscience que les ressources sur lesquelles nous pourrions compter en 2024 seront celles que nous serons capables de produire nous-mêmes". C'est ce qu'a déclaré le membre du Bureau politique et Premier ministre de la République de Cuba, Manuel Marrero Cruz, vendredi après-midi, lors de la première journée de la 7e session plénière du Comité central du Parti communiste de Cuba.

Le chef du gouvernement a souligné que pour atteindre ces objectifs, il est nécessaire de travailler et de bien travailler. C'est ce qu'il a fait lors de la session plénière au cours de laquelle s'est déroulée l'évaluation de la mise en œuvre des lignes directrices de la politique économique et sociale du Parti et de la Révolution, ainsi que du Plan national de développement économique et social 2030.

Nous irons de l'avant avec la conviction - a déclaré M. Marrero Cruz à la fin d'un discours dont l'essence était de réfléchir à "où nous sommes et où nous allons" - que cet effort est la voie à suivre pour améliorer la situation actuelle du pays. Il a conclu en déclarant : "Nous avons beaucoup d'insatisfactions, mais nous avons beaucoup de désir et beaucoup d'énergie pour continuer à nous battre".

Le membre du Politburo a commencé ses remarques par l'idée que le gouvernement travaille dans un scénario d'économie de guerre - qui est le résultat d'un blocus intensifié et d'autres facteurs conditionnants tels que les crises internationales -.

Il a expliqué que cette situation affecte la gestion du gouvernement à différents niveaux, mais que, malgré les arguments qui peuvent être objectifs et inévitables, il existe un "haut niveau d'insatisfaction" quant au fait de ne pas avoir suffisamment progressé dans les processus permettant de faire face à l'impact que représente cette situation défavorable pour la société cubaine.

À cet égard, le Premier ministre a déclaré que "des problèmes subjectifs et des insuffisances persistent qui affectent la capacité de mener à bien" les plans dans tout ce qui peut être fait au-delà de la situation objective. Il a également souligné qu'il n'est pas encore possible de généraliser les expériences qui ont été mises en œuvre avec succès et de manière positive dans différentes parties du pays.

À partir de là, le chef du gouvernement a partagé un ensemble de concepts, parmi lesquels le fait que le plan économique et le budget de l'État doivent être projetés en fonction des besoins les plus importants du pays, que des dépenses sont parfois générées qui ne résultent pas de la production de richesse ou de travail, qu'il existe des distorsions dans la gestion du système commercial du pays, qu'un contrôle plus efficace est nécessaire sur le fonctionnement de tous les acteurs économiques et que la mentalité d'importation s'est accrue, au détriment du cadre national.

Le Premier ministre a évoqué d'autres distorsions liées à une économie dont la conséquence la plus visible est l'insatisfaction des citoyens - des recettes en devises en baisse qui ne sont pas compensées par une diminution des dépenses, une offre publique affectée et un marché des changes public qui cède la place à un marché illégal très concurrentiel - et face à ces défis, il a souligné l'importance d'une gestion

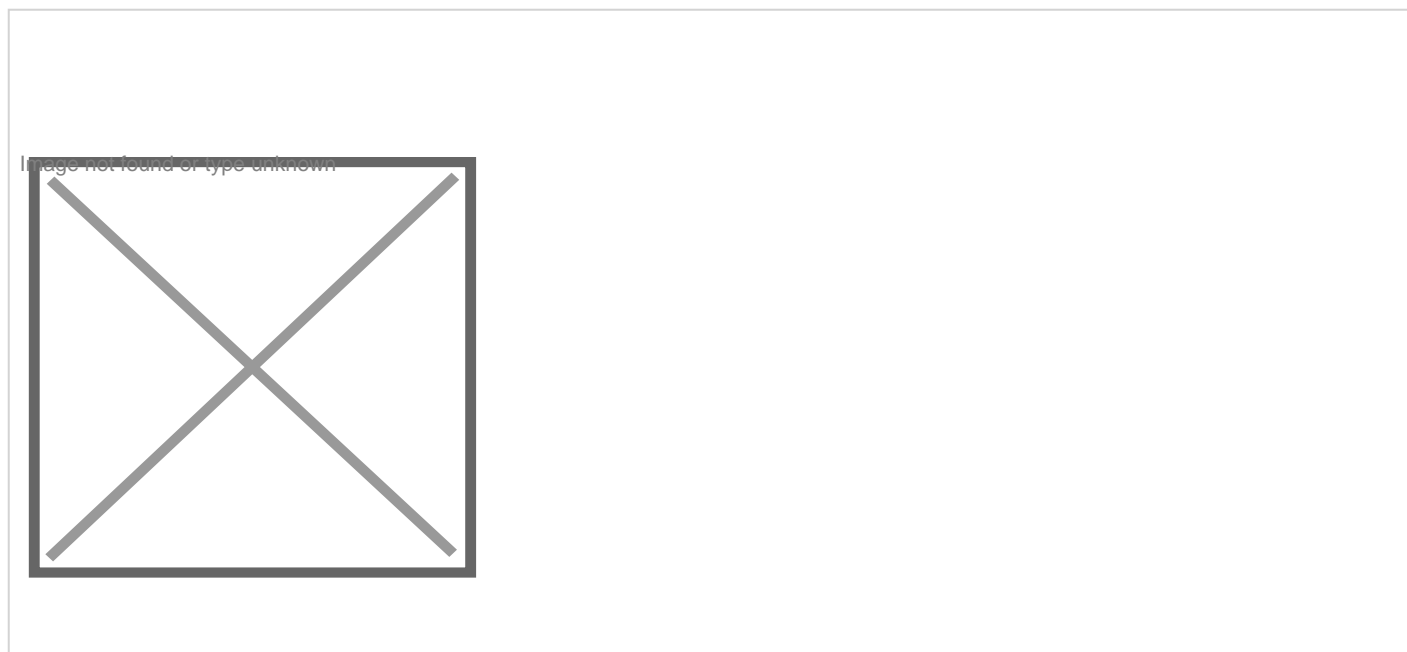
plus dynamique de la part des gouvernements à tous les niveaux, et des gouvernements territoriaux qui ont le devoir de gérer plus et mieux leur autorité.

Il faut aller vers une moins grande dépendance vis-à-vis des décisions prises au plus haut niveau. Dans le même ordre d'idées, il a souligné que les politiques de développement territorial doivent être adaptées au contexte actuel de la société. Entre autres défis, il a affirmé que l'insertion effective des activités non étatiques dans l'économie n'a pas été réalisée et que celles-ci sont encore loin de "ce que nous avons envisagé comme complément à l'entreprise d'État socialiste".

À un autre moment de son intervention, et en ce qui concerne la conception de l'économie, Marrero Cruz a défini : "La planification en temps de crise est plus nécessaire qu'en temps de prospérité". Il a ensuite énuméré les actions visant à améliorer l'économie pour l'avenir, qui pourraient être discutées prochainement dans différents domaines et qui, dans de nombreux cas, ont pour cadre chronologique l'année 2024.

Ces actions visent, entre autres, à augmenter les recettes en devises, à assurer un approvisionnement stable en marchandises dans le pays, à accroître la participation des investissements étrangers dans les Grandes Antilles - en mettant l'accent sur la production alimentaire -, à transformer la matrice énergétique, à augmenter la production nationale, à accroître les revenus des municipalités, à renforcer la philosophie de l'épargne, à consolider les forces de travail dans les secteurs vitaux et à établir de véritables liens entre tous les acteurs de l'économie.

Il s'agit de faire en sorte que tout ce qui est conçu, a expliqué le chef du gouvernement, contribue réellement au développement économique de Cuba.



(Traduit du site de la Présidence de la République)



Radio Habana Cuba